

PROGRAMME

de la

**LIGUE COMMUNISTE
DES TRAVAILLEURS**

fondée en novembre 2006

**Le 11 novembre 2006, les membres de la
Ligue Internationale des Travailleurs en Belgique
ont constitué la**

**Ligue Communiste des Travailleurs
Communistische WerkersBond**

**en vu d'être reconnu comme section en Belgique de la Ligue
Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale.**

**Le Secrétariat International de la LIT-QI s'en est réjoui à
cette occasion en ces termes :**

« Pour nous, la fondation d'une nouvelle section en Europe est une raison de fierté, dans un pays impérialiste comme la Belgique. D'abord, par l'importance stratégique de ce continent et de son prolétariat, un des plus concentrés et plus combatifs du monde, héritier de la première tradition marxiste.

Deuxièmement, parce que, bien que s'agissant encore d'un petit groupe de fondation, vous êtes en train de se construire avec la méthode de faire face avec beaucoup de sérieux à deux tâches centrales de ce stade d'un groupe trotskiste et moréniste. La première est l'élaboration d'un programme national qui résume nos propositions aux travailleurs et permet notre intervention dans le mouvement ouvrier et de masses. La seconde, est la recherche d'un point d'insertion dans le mouvement de masses qui, dans votre cas, est le secteur des travailleurs immigrants et sans-papiers que joue un rôle d'avant-garde dans la lutte des classes en Belgique et en Europe.

En troisième lieu, et non le moins important, parce que votre projet et votre référence est, dès son origine, une partie consciente de la reconstruction de la IV Internationale et de la LIT-QI, en agissant en collaboration avec les sections de l'Europe et avec toute l'Internationale. »

La nouvelle étape mondiale et la reconstruction de la IV Internationale.....	3
1. La situation politique en Belgique.....	6
1.1. La Belgique en Europe.....	6
1.2. Les « plans » du gouvernement.....	8
1.3. La disposition des mouvements de masse à la lutte.....	10
1.4. Les clivages pour diviser notre classe.....	12
1.5. Un parti ouvrier au service de la bourgeoisie.....	13
1.6. La gauche radicale.....	14
1.7. Le rôle réactionnaire de la bureaucratie syndicale.....	18
1.8. Conclusion.....	21
2. Notre programme.....	23
2.1. Introduction.....	23
2.2. L'emploi.....	24
2.3. Le salaire.....	26
2.4. Nationalisation de la banque et des grandes entreprises.....	27
2.5. Pour une planification économique au service des travailleurs.....	28
2.6. Frontières ouvertes pour les travailleurs, pas pour les capitalistes.....	29
2.7. Les acquis sociaux.....	30
2.8. Pour une organisation syndicale démocratique.....	32
2.9. Les libertés démocratiques.....	32
2.10. La défense de l'environnement.....	35
2.11. Aucune confiance dans les gouvernements de la bourgeoisie.....	35
2.12. Le gouvernement ouvrier.....	38
2.13. L'impérialisme belge.....	39
2.14. L'internationalisme prolétarien.....	40
2.15. Construire le parti révolutionnaire.....	43

La nouvelle étape mondiale et la reconstruction de la IV Internationale.

1. Dans cette époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, définie par Lénine comme de guerres et de révolutions, une nouvelle étape s'est ouverte en 1989, avec la chute du Mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne. L'impérialisme, la social-démocratie et le stalinisme ont voulu présenter ces événements comme la fin du socialisme et du communisme, les uns s'en réjouissant, les autres s'en lamentant.

La restauration du capitalisme, actuellement dans tous les anciens Etats ouvriers, est effectivement une grande défaite pour les travailleurs. D'autre part, nous sommes conscients que ce processus a commencé bien avant 1989. Les grands responsables de cette défaite sont précisément les directions bureaucratiques de ces Etats. Guidées par l'utopie réactionnaire du « socialisme dans un seul pays », elles ont prôné la division du monde en « zones d'influence », allant jusqu'à soutenir la criminelle division de l'Allemagne, ainsi que le partage de la Palestine en 1948 quand une partie de ce pays - la partie la plus riche - a été confisquée par les Etats-Unis, la Grande Bretagne et le Kremlin pour y installer l'Etat sioniste d'Israël.

Ces bureaucraties ont défendu la « coexistence pacifique », qui signifiait en fait la soumission aux lois de l'impérialisme, et ont finalement elles-mêmes imposé à leurs peuples la restauration pure et simple du capitalisme. Cette restauration, que l'impérialisme n'avait pas pu imposer par des moyens militaires, comme en témoigne sa cuisante défaite au Vietnam, représentait un pas nécessaire vers la semi-colonisation et la colonisation de ces amples régions.

Pour nous, cette nouvelle étape inaugure donc aussi, et surtout, une grande victoire de la lutte du peuple allemand, du peuple russe et d'autres peuples. Ils sont parvenus à faire tomber l'appareil bureaucratique monstrueux qui, pendant plus d'un demi-siècle, a freiné l'élan révolutionnaire des masses dans le monde et a fait régresser la conscience internationaliste de notre classe en deçà de celle du début du 20^{ème} siècle. Des grandes luttes, en premier lieu celles des peuples irakien et palestinien, mais aussi la lutte dans différents pays de l'Amérique Latine, ouvrent de nouvelles perspectives pour la révolution mondiale, cette fois sans la mainmise de cet appareil bureaucratique.

2. Toutefois, il est toujours vrai, comme du temps de la rédaction du Programme de Transition en 1938, que « *la situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat* ».

Pour beaucoup de travailleurs, il n'y a plus de doute aujourd'hui que le capitalisme, dans sa phase suprême, l'impérialisme, avec ses guerres, ses fermetures d'usine et son exploitation impitoyable des peuples du monde et de l'immense majorité de la population dans les pays industrialisés, n'a plus rien à offrir. En même temps, il est rarement clair pour ces travailleurs que, comme en 1917, la prise du pouvoir par les travailleurs est le seul moyen réaliste d'en finir avec la domination de la classe ennemie.

C'est pourquoi le besoin de notre classe reste plus que jamais à l'ordre du jour : construire un parti révolutionnaire mondial et dans chaque pays, avec comme programme cette prise de pouvoir, sur le modèle du parti léniniste et sur la base des quatre premiers congrès de la Troisième Internationale. D'autre part, de grands appareils bureaucratiques, au sein de notre classe, continuent à rendre un précieux service à la bourgeoisie pour détourner les luttes de ces intérêts historiques, et le combat de Trotsky contre toute mainmise bureaucratique, le combat pour construire la Quatrième Internationale, reste d'actualité.

3. Nous revendiquons le combat de Nahuel Moreno pour la construction de ce parti mondial, contre les différentes orientations révisionnistes qui ont jalonné l'histoire du mouvement trotskiste, et nous revendiquons les Thèses de Fondation de la LIT-QI à ce sujet.

En particulier, nous rejetons toute politique de Front Populaire qui, aujourd'hui encore, montre ses conséquences néfastes pour les travailleurs dans différents pays, comme au Brésil avec le gouvernement de Lula. Nous rejetons les illusions des « accords de paix » comme celles d'Oslo pour la Palestine. L'histoire de plus d'un siècle de lutte de classes a démontré amplement que les travailleurs ne peuvent avoir confiance dans les institutions de la bourgeoisie. Comme au temps de Marx déjà, « *l'émancipation des travailleurs sera oeuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

D'autre part, nous rejetons - comme totalement inefficace et vouée à l'échec - la politique, pratiquée par les différents courants de la guérilla, de remplacer la mobilisation des masses par des « actions exemplaires », sans que cela ne nous empêche toutefois de soutenir ces combattants contre l'ennemi de classe. En ce sens, nous rejetons la politique des Cellules

Communistes Combattantes (1983-1986) mais nous défendons inconditionnellement leurs militants contre la répression.

Seule la mobilisation des masses, encadrée par un parti révolutionnaire qui parvient à faire accepter et assumer son programme par une vaste avant-garde de la classe ouvrière, peut mener à bien la tâche historique de notre classe et de l'humanité : vaincre l'impérialisme et commencer à construire le socialisme dans le monde entier.

4. La reconstruction de la IV Internationale est la tâche stratégique de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. Nous ne comprenons pas cette reconstruction comme un collage des différents morceaux de la gauche radicale, ni en Belgique ni dans le monde, et nous la concevons encore moins comme un effort pour obtenir des autres courants qu'ils entrent dans notre parti. Nous envisageons cette reconstruction comme une lutte à l'intérieur de notre classe, pour que notre programme, élaboré sur la base des grandes luttes historiques de notre classe, constamment mis à jour par les nouveaux acquis de cette lutte, et orienté résolument vers la prise de pouvoir par notre classe, soit accepté par l'avant-garde des travailleurs. Il s'agit d'un combat qui séparera nécessairement les révolutionnaires des réformistes, comme cela fut déjà le cas au temps de Lénine. D'autre part, c'est une lutte qui n'exclut pas du tout la participation de notre parti dans une organisation bien plus ample où nous ne craignons pas d'être en minorité, comme le signalait le Manifeste de fondation de la LIT-QI : *Nous ne sommes pas sectaires et le fait que nous serons certainement, comme trotskistes, une minorité dans cette Internationale ne nous dérange pas. Au contraire, nous voulons que des milliers et des milliers de combattants révolutionnaires, avec leurs organisations, de toute provenance, construisent avec nous la Quatrième Internationale de masses.*

1. La situation politique en Belgique

1.1. La Belgique en Europe

1. La Belgique, ce « *paradis des capitalistes* » selon Marx, est née de la rivalité entre les grandes puissances à l'époque réformiste du capitalisme. Elle résulte, comme puissance indépendante, de l'union entre la richesse foncière de la crème de la noblesse catholique et les promoteurs libéraux de l'industrialisation précoce basée sur les ressources carbonifères, dans un « effort » conjoint d'exploitation, aussi bien par des conditions d'extrême misère de notre classe que par des répressions des plus sanglantes.

2. Dans l'époque révolutionnaire du capitalisme, l'époque impérialiste, la bourgeoisie belge a su maintenir son rang parmi ses voisins, qui se sont affrontés dans deux guerres mondiales, grâce entre autres au sang versé par des millions de congolais dans sa colonie. Cet exploit lui a valu finalement d'être le point de rencontre des nations européennes et d'héberger la capitale de l'Europe.

3. La Belgique est actuellement, dans le monde entier, le pays le plus dépendant de son commerce extérieur ; ses partenaires étant principalement ses proches voisins. Lorsque, dans les années septante, la crise économique mondiale devient structurelle, la Belgique ne peut que suivre la politique des grandes puissances. Comme puissance impérialiste, elle gère le patrimoine des capitaux multinationaux et, à ce titre, elle participe aux tâches de la bourgeoisie mondiale de « maintien de l'ordre » dans les pays du tiers monde et héberge le commandement de l'OTAN.

La situation politique en Belgique est donc conditionnée par ce cadre européen.

4. Pendant une dizaine d'années, on nous a inculqué qu'il fallait faire des sacrifices pour que la Belgique puisse répondre aux Critères de Maastricht. Depuis le sommet de Lisbonne en mars 2000, il est question que l'Europe devienne, d'ici 2010, le pôle économique le plus compétitif du monde, c'est-à-dire plus compétitif que les Etats-Unis.

On nous prêche la solidarité entre pays européens contre l'Amérique, mais les gouvernements européens comme l'Allemagne, la France et la Belgique, ont vite fait d'approuver la guerre en Irak et de la soutenir

lorsque la lutte de libération des peuples devient sérieuse, comme celle du peuple irakien actuellement.

On nous demande de soutenir l'effort de guerre européen, comme en Afrique avec l'Eurofor, sous le prétexte que l'Europe assume ses « responsabilités » face à ses anciennes colonies. Mais il s'agit encore une fois de l'Europe des capitalistes, qui essaye en vain de se mesurer avec l'impérialisme américain, lequel parvient à exploiter notre classe de façon encore plus intense qu'en Europe, ce qui lui permet d'alimenter une énorme machine de guerre contre les peuples.

5. Sous le couvert d'objectifs mis en avant comme progressistes, tels que la réduction du déficit budgétaire et la dette des Etats membres, la Commission européenne promeut et coordonne la politique économique au service du grand capital, inspirée par l'organisation patronale européenne (UNICE). Sous prétexte de respecter ces principes néo-libéraux « imposés » par l'Europe, les gouvernements européens généralisent les attaques aux droits et aux conquêtes des travailleurs, selon leur agenda et leur spécificité nationale.

6. La Constitution européenne n'est que la formalisation de cette volonté du capitalisme européen de consacrer juridiquement le droit à faire du bénéfice sur le dos des travailleurs, de consacrer un régime supranational qui n'a rien de démocratique et qui devrait justifier la compétitivité comme suprême valeur. Les services publics sont sacrifiés sur l'autel de cette compétitivité. D'autre part, la Constitution incorpore la politique externe de sécurité selon les modèles conçus par Washington.

7. La victoire du NON à la constitution européenne en France et aux Pays-Bas est une expression du refus dans notre classe de cette Europe capitaliste. Il existe une certaine conscience anti-Europe (en particulier dans les mouvements anti-globalisation) ou du moins une certaine indifférence aux institutions européennes (taux d'abstention élevé aux élections). Toutefois, le fait est que - à part quelques glorieuses exceptions comme la lutte récente des dockers - le mouvement ouvrier ne parvient pas à unifier les luttes au niveau européen et est plus que jamais divisé par les frontières nationales. C'est un clivage pour la classe ouvrière européenne, savamment entretenu par la Confédération Européenne Syndicale, l'instrument de la haute bureaucratie syndicale européenne.

8. Avec la restauration du capitalisme dans les pays de l'Est, une nouvelle « zone d'influence » s'est créée. Le passage à l'Europe des 27 sert surtout à agrandir encore un « espace juridique sûr », dont l'économie est contrôlée par une Banque Centrale Européenne qui échappe à tout contrôle démocratique, et où le capital européen peut aller s'installer en toute sécurité, faisant également pression sur le niveau de vie des travailleurs dans nos régions.

Les capitalistes belges profitent aussi de cette « aubaine » : au chantage de la compétitivité, selon laquelle par exemple les salaires en Belgique devraient se subordonner à ceux des voisins, s'ajoute maintenant celui de la délocalisation.

Ce chantage ne se limite d'ailleurs pas à l'Europe. Avec une immense réserve de main d'œuvre bon marché, la Chine et la Russie invitent les capitalistes à y installer leurs usines, sans le moindre bénéfice pour les populations locales et après qu'une poignée de bureaucrates recyclés en multimillionnaires ont accaparé les immenses richesses accumulées par l'Etat ouvrier.

9. La vague de privatisations des services publics et de l'enseignement supérieur, les chèques-services, la réforme du chômage, le relèvement de l'âge de la pension, l'attaque contre les pré-pensions, le durcissement de la politique d'immigration, et bien d'autres agressions de la bourgeoisie belge contre les travailleurs sont à placer dans ce contexte européen.

1.2. Les « plans » du gouvernement

1. La crise économique des années septante mène à une dispute plus accentuée pour le butin parmi différents secteurs de la bourgeoisie belge, ce qui se répercute sur les grands partis de la bourgeoisie qui ont commencé à perdre, par leur morcellement linguistique tout d'abord, leur stabilité déjà presque centenaire, le Parti Socialiste ayant été le dernier à céder à cette tendance en 1978. La valse des changements de nom et de programme a continué ces dernières années. Entre-temps, c'est surtout l'exploitation accrue des travailleurs, avec l'étroite collaboration des partis « socialistes » dans presque tous les gouvernements, qui a marqué la vie des travailleurs. Ces dernières années, cela s'est manifesté par des fermetures d'entreprises en chaîne et des licenciements collectifs sans interruption.

2. Pour répondre à la crise de 1991-93, la bourgeoisie belge essaye de conclure un Pacte Social avec les syndicats, comme en 1944. Sous la pression des mobilisations, les directions syndicales ont appelé à une grève générale en novembre 1993 ; grève générale qu'elles ont toutefois très vite mené à l'impasse, quand les travailleurs dans la rue exigeaient la fin du gouvernement. Il ne fallait pas, selon elles, déstabiliser le gouvernement, sous prétexte qu'alors « viendraient les libéraux ». Une fois la démobilisation obtenue, le gouvernement Dehaene (démocrate-chrétien, avec deux ministres « socialistes ») impose les mêmes mesures par un Plan Global, voté finalement par le parlement en décembre 1993.

3. A la fin de l'année 2005, le gouvernement parvient à imposer le « Pacte de solidarité entre les générations ». La détermination, la combativité et le front commun de la base ont su imposer deux journées de grève générale pour s'y opposer. En plus de la criminalisation des grévistes par le gouvernement, les directions syndicales ont réussi à canaliser et finalement à démoraliser les travailleurs dans l'impasse des négociations. Dans la foulée, suite aux demandes répétées du secteur financier, le gouvernement entend faire passer son « Pacte sur la compétitivité ». Cette fois-ci, en méprisant au plus haut point la démocratie interne de leur organisation, les directions syndicales se permettent de négocier avec les représentants patronaux pendant plusieurs semaines dans le plus grand secret.

4. Ces « plans » et ces « pactes », dont le but avoué est de rétablir la compétitivité avec les pays voisins « afin de créer de l'emploi », parviennent à réduire de façon structurelle les coûts salariaux (l'index santé, l'augmentation de salaire plafonnée par ceux des pays voisins, la baisse des cotisations sociales patronales), à réformer structurellement le système de la sécurité sociale ('freiner' les dépenses en soins de santé, faire la « chasse aux chômeurs », économiser sur les retraites) et à reformer l'imposition en faveur des riches et des sociétés. Il s'agit de la stratégie du gouvernement pour récupérer systématiquement les acquis concédés aux travailleurs à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Tout cela se fait en l'honneur des sacro-saints « critères de Maastricht » et de la « sauvegarde de la compétitivité », mais permet en fait de continuer à rémunérer copieusement le grand capital financier, et sans créer de l'emploi, bien au contraire.

5. La responsabilité de la défaite de la lutte contre ces réformes repose entièrement sur les épaules des sommets syndicaux de la FGTB et de la CSC. Ces derniers sont de réels « partenaires » dans la gestion de l'Etat bourgeois, dans le sens où ils sont les seuls à pouvoir contrôler leurs bases, à diviser et à étouffer les luttes de notre classe. Ceci met en évidence qu'en Belgique aussi, depuis la trahison de la grande grève de 1886 par le Parti Ouvrier Belge jusqu'à nos jours, « *la situation politique dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat* ».

6 D'autre part, la misère croissante engendrée par l'impérialisme pousse des dizaines de milliers de travailleurs à venir chercher un avenir meilleur dans nos pays impérialistes. La bourgeoisie belge accepte ce flux anarchique de migrants comme main d'œuvre qu'elle maintient dans l'illégalité afin de faire pression sur les salaires de tous les travailleurs. A cet effet, elle dispose d'infrastructures spécifiques comme les centres fermés et ouverts et exerce une répression qui fait planer constamment la menace d'expulsion sur ces travailleurs.

7. C'est dans ce contexte que le secteur le plus exploité de notre classe, celui des sans-papiers, s'est mis à l'avant-garde de la lutte à partir de 2004 et parvient à s'organiser. Toutefois, le problème de la direction se pose également avec acuité dans ces luttes. Ici aussi, la haute direction syndicale essaye de maintenir le clivage entre travailleurs avec et sans papiers et de détourner les mobilisations de toute orientation radicale.

1.3. La disposition des mouvements de masse à la lutte

1. Dès les premières grandes luttes du prolétariat belge organisé, en 1886, jusqu'aux grèves générales récentes (automne 2005), en passant par les luttes héroïques de 1936, de 1960-61, le mouvement de grève important de novembre 1993 et bien d'autres, les travailleurs belges font preuve de combativité face aux plans successifs de la bourgeoisie.

2. Ces luttes nous ont donné quelques grandes conquêtes. Elles ont non seulement obtenu de « sortir les enfants des mines » mais aussi le suffrage universel et les acquis coulés successivement dans des lois du travail : droit de grève, les « 8 heures », congés payés, assurance maladie, indexation automatique des salaires, une certaine stabilité au travail, allocations sociales.

3. Ces acquis sont en train de se perdre les uns après les autres. La stabilité de l'emploi est devenue un mythe. Une partie des travailleurs vit un stress quotidien épuisant tandis qu'une autre partie n'a même pas accès à un emploi et surtout pas à un emploi qui lui permette de vivre, et non pas seulement de survivre.

4. Si la défaite de la lutte contre le Plan Global a marqué le reste de la décennie, elle n'a toutefois pas réduit les travailleurs à l'immobilisme.

En septembre 1994, un long conflit a mobilisé les travailleurs de Volkswagen contre les conditions de travail déplorables. En mars 1995, il y eut grève dans tout le textile. En avril de cette même année, les travailleurs de Caterpillar remettent en question le gel de salaires du Plan Global. A Glaverbel, c'est la revendication des 36 heures et demie et de la préretraite à 55 ans, ainsi que l'opposition à la sous-traitance qui mène à une grève de plusieurs semaines, aboutissant à un succès partiel. En 1995 également, il y eu d'importantes mobilisations des enseignants. Le 20 octobre 1996, la Marche Blanche rassemble 300.000 personnes dans le but immédiat de protester contre la tolérance de la justice en matière de pédophilie, mais aussi contre le gouvernement, qui est toutefois parvenu à endiguer le flot de colère.

Une grande lutte s'est développée aux Forges de Clabecq avec la mobilisation, le 2 février 1997, de 70.000 travailleurs dans la cour de l'usine et ce en dépit du boycott à peine déguisé de la bureaucratie syndicale. Elle a donné lieu à un début d'organisation des travailleurs en opposition à la mainmise de la bureaucratie syndicale : le Mouvement pour le Renouveau Syndical.

5. Toutefois, par une politique de trahison systématique des luttes, la haute bureaucratie syndicale parvient à « contrôler les troupes » au moment des grandes initiatives de fermeture, de démantèlement ou de « rationalisation » d'entreprises (Renault, Sabena, Ford,...), à dévier les luttes vers quelques mobilisations aussi spectaculaires qu'inefficaces, et surtout à les isoler. Le Mouvement pour le Renouveau Syndical, après avoir défendu avec succès les dirigeants de la lutte contre la criminalisation, n'est pas parvenu à se consolider et a disparu. La bourgeoisie a pu alors avancer avec, à l'ordre du jour, la privatisation des grandes entreprises de l'Etat (Belgacom, SNCB, Poste,...) et a pu détricoter encore davantage les acquis sociaux avec la création d'emplois bidon, la

flexibilité à l'extrême, le chômage galopant et la culpabilisation des chômeurs.

6. Mais le dernier mot n'est pas dit, loin de là. En mars 2003, des milliers de dockers belges, néerlandais, anglais, espagnols et français ont énergiquement manifesté à Strasbourg. Ils se sont opposés à une réforme qui aurait autorisé les armateurs à charger et à décharger les navires en imposant leur personnel. En juin 2004 encore, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour manifester leur *colère blanche* contre le démantèlement des services de soins aux enfants, aux malades, aux personnes âgées, et contre la création d'une nouvelle forme d'emplois bidon, avec les chèques service. Récemment, les travailleurs verriers de Splintex ont mené une grève courageuse de 105 jour en défense de l'emploi. En 2005, deux grèves générales ont été menées en dépit des efforts explicites des hautes directions syndicales pour les éviter. Et 2006 a été marquée par une lutte généralisée en Belgique du secteur le plus exploité de notre classe, les « Sans-papiers ».

1.4. Les clivages pour diviser notre classe

1. La bourgeoisie maintient savamment toutes sortes de clivages pour diviser les travailleurs.

2. Un premier clivage est celui entre travailleurs *avec* et travailleurs *sans papiers*. Une discrimination infâme selon le lieu de naissance, entretenue par la répression au-delà même des propres lois de la bourgeoisie et dénoncée par la cour européenne, vise surtout à condamner des milliers de personnes à la clandestinité et la marginalité. Elle offre ainsi une main d'œuvre dépourvue de tout droit, à la merci de négriers et de marchands de sommeil, et faisant pression sur le niveau de vie des travailleurs « légaux ». Il s'agit du secteur le plus exploité de notre classe, opprimé culturellement et socialement.

3. Le clivage *racial*, même entre résidents légaux, persiste bel et bien en Belgique. A l'immigration italienne pour le travail dans les mines après la guerre, échangée contre du charbon, a succédé l'immigration turque, puis la magrébine. Il s'agit aussi d'un secteur plus exploité que les travailleurs belges « de souche », avec une forte discrimination à l'embauche ainsi que lors de la recherche d'un logement, par exemple.

4. Un autre clivage est celui entre travailleurs *avec* un emploi et travailleurs *sans emploi*. Le gouvernement Verhofstadt avait promis la création de 200 000 emplois, mais 40 000 emplois ont disparu, rien qu'en 2004. Pour chaque offre d'emploi en Belgique, il y a 16 demandeurs, et la relation monte à 32 contre 1 en Wallonie en 2004. Cela n'empêche pas le gouvernement de lancer une vraie « Chasse aux chômeurs », rejetant la responsabilité du chômage sur ses victimes, alors que ce sont les capitalistes qui continuent à licencier et à fermer des usines.

5. Un clivage très subtil est entretenu surtout par la bourgeoisie flamande. Dans les premières décennies après la seconde guerre mondiale, le Nord du pays a connu un développement économique plus avancé, principalement grâce à la politique de subventions aux « nouvelles industries » (surtout des multinationales) alors que l'industrie charbonnière et sidérurgique de la Wallonie déclinait. Cette bourgeoisie essaye à tout prix d'opposer les travailleurs « zélés » de la région flamande aux wallons « paresseux », qui bénéficierait des deniers de la sécurité sociale payés par les travailleurs flamands.

6. La culture de ces clivages, savamment orchestrée, est à l'origine de la montée d'un climat raciste et xénophobe qui trouve son expression la plus claire dans la montée du Vlaams Blok/Belang depuis une bonne dizaine d'années. Au-delà de pieux discours sur le Cordon sanitaire et la moralisation des sentiments racistes et xénophobes, toutes les grandes formations politiques entretiennent dans les faits ces clivages.

7. A tout cela s'ajoute encore un autre clivage : celui maintenu consciemment par la direction des syndicats qui considèrent comme tout à fait normal que les travailleurs en Belgique ne soient pas unis dans une même organisation syndicale mais se déclinent en trois piliers : rouge, vert et bleu. Cette division est constamment mise au service d'une politique de division de la classe dans les grandes luttes.

1.5. Un parti ouvrier au service de la bourgeoisie

1. Pendant plus d'un siècle, le Parti Ouvrier Belge, devenu Parti Socialiste Belge en 1945 puis PS et SP en 1978, a été la référence où la classe ouvrière a appris à s'organiser de façon massive. Cela n'empêche toutefois pas que cette organisation ait été des plus réformistes dès son origine, bien plus que ses homologues en France et en Allemagne. La

grande lutte de 1886 souffrait déjà du boycott et du mépris de la direction de ce parti, fondé un an auparavant. Le « dirigeant » Vandervelde traitait les ouvriers révoltés de « *bande, grisée de pillage et de destruction* ». A partir de la première guerre mondiale, la trahison est devenue encore plus éclatante et par la suite, ce parti a décidément occupé une place de première importance dans les gouvernements successifs de la bourgeoisie pour contrôler le mouvement ouvrier et « éviter tout débordement ». La dernière trahison en date a été le soutien sans réserve au « Pacte de Solidarité » répudié par plus d'une centaine de milliers de travailleurs dans la rue.

2. D'autre part, l'influence énorme de l'église, datant d'avant la naissance de la Belgique et relayant les intérêts de domination de l'ancienne noblesse dans le Nord du pays, a mené à la canalisation de tout un secteur de notre classe vers une organisation de collaboration de classes inspirée par Rerum Novarum et combattant le marxisme. Ce secteur a été le soutien de masses du parti catholique bourgeois et a donné naissance à un pilier alternatif d'organisation syndicale qui développait consciemment le sectarisme religieux.

3. Lorsque Vandervelde a poussé la trahison jusqu'à combattre la révolution d'octobre en Russie, un Parti Communiste s'est aussi formé en Belgique au sein de la Troisième Internationale de Lénine et Trotsky. Après la seconde guerre mondiale, le prestige gagné par le mouvement communiste mondial dans la victoire du peuple russe sur le fascisme à Stalingrad, a donné un nouveau souffle au Parti Communiste, en Belgique également. Cependant, par la suite, ce parti a, à son tour, soutenu l'effort de la bourgeoisie pour remettre la production capitaliste sur les rails et a participé à son gouvernement. En quelques années, il a finalement perdu l'intérêt des travailleurs, ne se différenciant plus dans son programme de l'institution toujours bien plus puissante du Parti « Socialiste ».

4. Le manque d'alternative de direction politique pour notre classe se manifeste cruellement par la montée, ces dernières années, d'une alternative d'extrême droite, surtout en Flandre.

1.6. La gauche radicale

1. Aujourd'hui, il n'existe en Belgique aucune organisation politique un tant soit peu reconnue comme telle dans un secteur important de la classe

ouvrière, et possédant un programme révolutionnaire, c'est-à-dire un programme qui répond aux besoins historiques de notre classe et de l'humanité, un programme dont le point essentiel est la dictature du prolétariat. Construire une telle organisation est le but stratégique, en Belgique également, de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.

2. La bureaucratisation de la III Internationale a suscité une forte réaction en Belgique et l'Opposition de Gauche, dirigée par Trotsky, y a connu un développement significatif. Lorsque, face à la crise des années septante, les partis de la bourgeoisie ont commencé à se diversifier et que de nouvelles formations comme les verts et les nationalistes flamands sont apparus, de nouvelles organisations sont également apparues ou se sont développées dans la gauche radicale.

3. Certains camarades croient trouver dans le Parti des Travailleurs de Belgique l'alternative dont notre classe a besoin. Nous pensons que c'est une grave erreur.

Ce parti, d'origine maoïste, revendique la tradition stalinienne, qui a été la principale responsable de la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier russe et qui, avec la politique du « socialisme dans un seul pays », de répartition du monde en « zones d'influence » et de coexistence pacifique avec l'impérialisme, a mené beaucoup de luttes dans le monde à la frustration. Fidèle à cette orientation, le PTB considère que le prolétariat peut arriver à l'expropriation des grands capitalistes sans prendre au préalable le pouvoir: « *la révolution socialiste comporte toute une série de confrontations de classes acharnées pour le progrès social, la démocratie et la paix. Ces combats affaibliront la domination des grands capitalistes. Ils aboutiront à l'expropriation sans dédommagement de ces grands capitalistes. Leur appareil d'Etat sera démantelé.* »¹ L'histoire de deux siècles de lutte montre amplement que ce n'est pas le cas.

Le PTB a aussi actuellement un programme concernant les possibles alliés dans la lutte anti-impérialiste des peuples et le droit à l'autodétermination des peuples qui sème des illusions dans les masses. Lors de l'invasion des troupes américaines en Irak, il invitait à soutenir les

¹ Statuts du PTB - VII Congrès - 1/5/2003

« efforts » des gouvernements français et allemand.² Il revendique la colonisation du Congo et l'hommage rendu à Léopold II par Kabila.³ Il revendique la participation dans des gouvernements de la bourgeoisie en Amérique Latine.⁴ En politique intérieure, si ce parti dénonce à juste titre la trahison des Partis « socialistes », par exemple lors de la mise en oeuvre du « Comité d'alerte » dans la lutte de Splintex, il se garde toutefois de dénoncer clairement le rôle des hautes directions syndicales pour museler les luttes des travailleurs. De plus, le PTB a une conception de la construction du parti révolutionnaire des travailleurs, sur la base du parti unique et de l'entrée des travailleurs dans le PTB comme seule alternative, avec laquelle nous ne sommes pas du tout d'accord. Pour nous, le parti révolutionnaire des travailleurs ne peut surgir que de la lutte politique à l'intérieur de notre classe, sans sectarisme, dans le but de gagner l'avant-garde à des positions révolutionnaires, une lutte qui suppose nécessairement d'emblée une pluralité idéologique et donc une pluralité de partis.⁵

4. Si nous avons bien quelques points en commun avec certaines revendications de la plate-forme du Bloc Marxiste-Léniniste, tels que la démocratie dans les organisations syndicales et la lutte contre la bureaucratisation de ces dernières ou encore le rejet du pacifisme petit-bourgeois, nous ne sommes pas d'accord sur des points essentiels du programme et sur la conception elle-même que le parti du prolétariat doit avoir dans notre pays et dans le monde pour orienter la classe ouvrière vers

² Voir « Faut-il soutenir Paris et Berlin contre Washington à l'Onu? », Solidaire 1/3/2003 - « Que le peuple irakien retrouve sa souveraineté, avec l'aide éventuelle de troupes de pays de l'Onu, qui n'ont pas participé à la guerre » - Solidaire 29/10/2003.

³ « *La colonisation a réalisé deux choses importantes pour les Congolais. D'un côté elle a 'tiré' un immense territoire du cœur de l'Afrique dans les temps modernes: un grand Etat, aussi étendu que l'Europe, a été fondé. [...] La période coloniale a également développé les forces productives à une allure vertigineuse.* » (Ludo Martens - Solidaire 18/02/2004) L'auteur fait écho au discours de Joseph Kabila au sénat, glorifiant les « *Belges, missionnaires, fonctionnaires et entrepreneurs qui crurent au rêve du Roi Léopold II de bâtir, au centre de l'Afrique, un Etat. Nous voulons rendre hommage à tous ces pionniers.* »

⁴ Sur le soutien au PCdoB et ses ministres dans le gouvernement de Lula au Brésil, voir Solidaire 9/11/2005.

⁵ Le PTB regrette d'avoir renoncé à une liste propre, en soutenant la Liste Maria en 2003, une liste de dirigeants de la lutte des travailleurs, alors que nous considérons qu'il aurait fallu développer l'initiative au-delà des élections.

sa tâche historique, la prise du pouvoir. Ou plutôt, nous constatons l'absence de telle conception, étant donné que le Bloc-ML « se veut un espace de discussion », sans définition programmatique claire.

5. D'autres groupes, qui se revendiquent du trotskisme, ne répondent pas non plus aux besoins des travailleurs. La section belge du Comité pour une Internationale Ouvrière (MAS ou LSP selon la Région) maintient une politique de conciliation avec l'Etat sioniste, contraire aux intérêts légitimes du peuple palestinien. D'autre part, ce parti veut remplacer le PS-SP.a par un nouveau parti des travailleurs « *qui mettra autant d'acharnement à défendre les intérêts des travailleurs que les partis de droite en mettent à défendre les intérêts des patrons* »⁶ plutôt que d'organiser les travailleurs vers une issue de classe indépendante. Il revendique d'ailleurs comme exemple le nouveau parti « de gauche » en Allemagne, essentiellement électoral et dirigé par Oscar Lafontaine, ancien ministre du SPD et soucieux de baisser le salaire minimum pour que l'Allemagne « reste compétitive », par Gregor Gysi, dirigeant du PDS, le parti stalinien recyclé de Honecker, et par des dirigeants syndicaux comme Klaus Ernst (IG-Metall), qui défend le fait que les travailleurs doivent accepter qu'une réduction du temps de travail s'accompagne d'une réduction salariale, « *pour assurer l'équité sociale sur le marché du travail* ».

6. Le courant trotskiste qui porte actuellement le nom de Parti Ouvrier Socialiste (POS/SAP) est issu des premières luttes de l'Opposition de Gauche contre la bureaucratisation de la Troisième Internationale, dans le sillon des grands dirigeants comme Léon Lesoil et Abraham Léon, qui ont payé de leur vie la lutte intransigeante non seulement contre le fascisme mais aussi la transformation de la guerre mondiale en révolution. Ce courant a le grand mérite d'avoir maintenu, en Belgique également, sous la direction de Ernest Mandel, la tradition trotskiste et la défense de son programme dans les années difficiles après la guerre, à l'encontre de la vague stalinienne issue de la victoire de Stalingrad.

Toutefois, à partir des années 80, cette orientation trotskiste internationale du Secrétariat Unifié a commencé une adaptation révisionniste, au point de féliciter les gouvernements du Nicaragua et du Panama quand ceux-ci emprisonnaient et torturaient les trotskistes qui

⁶ Alternative Socialiste 106, nov-déc 2005

prétendaient y construire des partis. Par après, ce courant a dégénéré jusqu'à soutenir le gouvernement « socialiste » de Mitterrand en France, et récemment, jusqu'à collaborer avec des ministres dans le gouvernement bourgeois de Lula au Brésil. Si, dans le Programme de Fondation de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (prédécesseur du Parti Ouvrier Socialiste), figurait que « *le renversement du système capitaliste et la prise du pouvoir par la classe ouvrière nécessitent une action de masse de la part de celle-ci, dirigée à travers les organes de la démocratie ouvrière, par le parti révolutionnaire du prolétariat* », actuellement « *la tâche des révolutionnaires n'est pas de préparer la révolution, celle-ci n'est pas encore à l'horizon. Il s'agit maintenant de rebâtir un "parti" anticapitaliste large et actif, qui lutte jusqu'au bout pour des revendications-clé sociales, politiques et économiques.* »⁷

Notre tâche est donc de **reconstruire** le parti révolutionnaire en Belgique.

7. Nos divergences avec les autres partis de la gauche radicale ne nous empêchent toutefois pas de travailler avec eux autour de points précis dans des luttes, par des actions concrètes ou des campagnes de solidarité, ni même de mener une activité électorale en commun. C'est d'ailleurs la seule façon réaliste d'avancer pour surmonter la dispersion de la gauche radicale dans le pays.

1.7. Le rôle réactionnaire de la bureaucratie syndicale

1. Les organisations syndicales sont une grande conquête des travailleurs, acquise par des luttes très dures.

2. Le taux d'affiliation aux syndicats en Belgique est traditionnellement très élevé, surtout dans les grandes entreprises. De plus, même si l'organisation ne connaît pas l'unité sous une même enseigne comme c'est pratiquement le cas en Allemagne, elle ne connaît pas non plus la dispersion observée en France. Cela devrait être une raison pour pouvoir mener de grandes luttes et obtenir des victoires, mais ce n'est pas le cas parce que la direction de ces syndicats se refuse obstinément à mener n'importe quelle lutte à ses ultimes conséquences et finit par faire tous les

⁷ La Gauche, avril 2005 - Edito. Les guillemets autour du mot "parti" son dans le texte.

efforts pour préserver les intérêts de la bourgeoisie, à qui elle doit en dernière instance ses privilèges de bureaucrates.

3. Face aux grands problèmes de fermeture d'entreprises, les directions bureaucratiques cherchent immédiatement à « calmer » la lutte et à la dévier vers des « solutions » qui ne mettent pas en jeu l'objectif principal de la bourgeoisie : fermer. La fermeture d'une entreprise est considérée comme un cataclysme naturel, tel une inondation, contre lequel les travailleurs ne peuvent rien faire, si ce n'est demander quelque « compensation ».

La bureaucratie syndicale fait tous les efforts pour éviter la solidarité entre travailleurs de différentes entreprises et si elle organise des manifestations, c'est souvent face à la pression de la base, pour essayer de décompresser la tension.

Face aux « plans » du gouvernement et de la bourgeoisie pour augmenter l'exploitation, la bureaucratie entre en *concertation* avec l'ennemi de classe au lieu d'appeler à la mobilisation de notre classe et va jusqu'à défendre ouvertement que les négociations doivent avoir lieu *en secret*.

4. La mainmise de la direction syndicale sur toute la superstructure est telle que la nomination des permanents syndicaux est réservée à l'appareil syndical. Même les élections dans les entreprises sont étroitement contrôlées par l'appareil lors de la formation des listes. Et si tout cela ne suffirait pas pour créer une organisation docile, il y a encore la répression contre les dirigeants élus et soutenus par leur base, comme on l'a vu dans la lutte des Forges de Clabecq, où les principaux dirigeants ont été exclus de leur organisation de façon bureaucratique.

5. Pendant des années, surtout à partir de la Seconde Guerre mondiale, les trois organisations syndicales étaient le relais direct des trois grandes formations politiques en Belgique. Actuellement, sous la pression des luttes, elles doivent parfois s'en distancier. Lors des grandes luttes en 1993, même les dirigeants du Parti « Socialiste » ne pouvaient pas prendre la parole aux actes de Premier Mai de la FGTB sans être hués par les travailleurs. Mais la relation avec les partis respectifs reste privilégiée, au point que des haut dirigeants syndicaux finissent par faire carrière dans ces partis.

6. La lutte pour réformer les syndicats, pour en extirper les directions bureaucratiques et les convertir en instruments de lutte au service des intérêts des travailleurs, est une tâche décisive pour la classe ouvrière et est intimement liée à la bataille pour l'unité de la classe.

7. A la chaleur de la lutte des Forges de Clabecq, un Mouvement de Renouveau Syndical a été mis sur pied. A un certain moment, il réunissait presque toutes les semaines plus de cent militants et délégués. Il partait du constat « *qu'il est inconcevable de vouloir combattre le système patronal et d'autre part accepter des méthodes patronales dans le syndicat* ». ⁸

Ce mouvement, après avoir pu défendre avec succès les principaux dirigeants contre la criminalisation dans un long procès judiciaire, n'est toutefois pas parvenu à construire une initiative durable. Le MRS n'existe plus. Le bilan de cette expérience reste à faire mais nous pensons qu'une ouverture plus grande envers d'autres luttes et un comportement moins sectaire de ses principaux dirigeants auraient laissé le chemin ouvert pour construire vraiment une alternative anti-bureaucratique à l'intérieur des grandes formations syndicales.

Nous avons résolument soutenu la tentative de prolonger l'expérience du MRS sur le plan politique avec la Liste Debout, lors des élections européennes de juin 1999, mais elle n'a pas eu de suite.

8. De nouvelles initiatives ont vu le jour par après, parfois autour d'options électorales dans l'arène politique. Nous signalons en particulier l'apparition d'une liste de travailleurs et militants syndicaux, la Liste Maria, lors des élections de 2003. Nous avons soutenu cette initiative qui a suscité un certain débat mais qui n'a pas eu de suite en dépit de bons résultats électoraux. Nous devons souligner ici la responsabilité du PTB, qui a considéré cette initiative comme un échec et s'est opposé explicitement à sa continuité, considérée en contradiction avec sa politique d'auto-promotion du PTB et d'obtention de résultats électoraux pour le PTB.

9. Pour nous, la lutte pour la démocratisation dans les syndicats passe par un effort, à l'intérieur de notre classe, de promotion de la solidarité et d'unification des différentes luttes, l'isolement des luttes étant l'arme la

⁸ Manifeste du MRS - juin 1997

plus redoutable de la bureaucratie pour freiner une vraie unité et conscience de classe qui seule peut rendre possible des victoires.

1.8. Conclusion

1. Face à la crise de plus en plus aiguë de l'économie capitaliste, les attaques de la bourgeoisie s'intensifient, non seulement afin de ne rien concéder mais même pour reprendre ce que notre classe a acquis par de longues années de lutte. Notre classe résiste, dans des luttes souvent héroïques, mais qui ne parviennent pas à inverser fondamentalement cette tendance.

2. Actuellement, nous sommes dans *une situation non-révolutionnaire*, marquée par la défaite de la lutte contre le Plan Global au début des années 90. Il y a bien une certaine instabilité politique qui se manifeste entre autres par la valse des dénominations et des réalignements des partis de la bourgeoisie, par les « crises communautaires » récurrentes qui sont l'expression super-structurelle de la lutte pour le butin de l'exploitation des travailleurs entre différentes fractions de la bourgeoisie, par la montée d'un courant d'extrême droite qui parvient à surfer sur cette instabilité. Toutefois, la bourgeoisie, son gouvernement et ses partis, y compris ceux qui autrefois proclamaient au moins une orientation « socialiste », maintiennent le timon fermement en main, et cela grâce surtout au rôle très actif de ses agents à l'intérieur des organisations de notre classe.

3. Dans ce contexte, le manque d'une direction révolutionnaire dans notre classe devient de plus en plus actuel et critique, non seulement pour se préparer à une solution décisive, qui ne peut être que la prise en main des rênes de l'Etat, mais tout d'abord pour mener des luttes concrètes économiques aujourd'hui, contre les fermetures d'usines, contre les licenciements, contre le chômage galopant, contre le détricotage des acquis les plus élémentaires comme le droit à la pension, aux soins de santé, au logement, à l'éducation de qualité, etc.

4. Notre classe a donc besoin de s'organiser, non seulement au niveau syndical mais aussi, et surtout, au niveau politique, et cela précisément pour pouvoir donner une orientation correcte à l'activité syndicale.

Notre activité syndicale doit nous permettre de faire avancer la conscience des travailleurs, ce qui doit mener à construire l'instrument

politique de notre classe : un parti qui s'oriente autour de ses intérêts stratégiques, un parti révolutionnaire.

5. Comme ailleurs en Europe, en Belgique aussi les luttes continuent, et c'est à la chaleur de ces luttes que devra se construire cette direction, surmontant les clivages que la bourgeoisie - et la haute direction syndicale à son service - essaye de multiplier pour mieux nous dominer. C'est dans ces luttes - qui cherchent constamment à s'unifier, à dépasser le niveau de l'usine, de l'entreprise, des cloisonnements professionnels, des différentes couleurs syndicales, des clivages de langue, de race ou de lieu de naissance - que peut et doit se construire l'instrument dont notre classe a besoin, le parti révolutionnaire, avec un programme qui répond aux besoins immédiats de notre classe et qui construit le pont vers les tâches historiques de l'émancipation décisive, dans notre pays et dans le monde, un parti pour préparer notre classe à la prise du pouvoir.

2. Notre programme

2.1. Introduction

1. La lutte contre le chômage, la flexibilité et la précarité de l'emploi, les fermetures d'usines, la détérioration des services de santé, d'éducation, de mobilité, de logement, etc., doit partir du combat patient mais incessant contre le concept généralisé de « crise » tel qu'il est avancé par les patrons, le gouvernement et les directions syndicales, c'est-à-dire comme une calamité naturelle qui n'aurait pas de responsables, dont tous les « gens », depuis les grands banquiers jusqu'au dernier travailleur, seraient victimes, et contre laquelle tous devraient être solidaires. Pour nous, il y a d'un côté la grande majorité des « gens », ceux qui *produisent* la richesse, le profit, et une minorité des « gens », ceux qui *s'approprient* ce profit. La crise du capitalisme n'est pas une calamité de la nature sur laquelle l'homme n'aurait pas de prise. Elle est inhérente aux contradictions internes du système et ne peut que donner lieu à une lutte acharnée de ceux qui détiennent les entreprises contre ceux qui n'ont pas d'autre choix que de vendre leur force de travail pour faire fonctionner ces entreprises.

Notre programme est de mettre un terme à cette lutte, ce qui suppose la victoire de l'immense majorité, les exploités, qui doivent prendre le pouvoir afin de construire une autre société, la société socialiste. Il ne s'agit donc pas ici de *décrire* la société idéale auquel nous aspirons, une société sans classe, sans exploitation de l'homme par l'homme, entre d'autres mots, le communisme.

2. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les travailleurs intègrent la culture et la conscience de la bourgeoisie. A travers les différentes époques, les classes exploitées ont toujours été soumises à l'idéologie des classes dominantes. L'actuelle profusion de nouvelles technologies aux mains de la bourgeoisie ne la rend pas pour autant invincible. Elle trompe les consciences tant qu'elle peut, mais celles-ci se forment également par la confrontation avec la réalité concrète, avec les contradictions inhérentes au capitalisme, insurmontables par la bourgeoisie.

3. Pour nous, comme lors de la fondation de la IV Internationale en 1939 : « *La tâche stratégique de la prochaine période - période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation - consiste à*

surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

2.2. L'emploi

1. *Le droit au travail est le seul droit sérieux que l'ouvrier ait dans une société fondée sur l'exploitation.*⁹ Cela fait longtemps toutefois que la bourgeoisie *ne peut trouver d'emploi ni aux milliards de dollars ni aux millions de chômeurs.*¹⁰ Le capitalisme augmente les heures de travail et intensifie le stress pour une partie des travailleurs alors que la file des chômeurs ne cesse de s'allonger, et il invente toute sorte d'emplois bidon pour essayer d'extraire quand même encore quelques bénéfices de ceux pour qui il n'y a pas de place dans ses usines et bureaux.

2. Une première revendication, déjà formulée dans le Programme de Transition, est donc *l'échelle mobile des heures de travail*. Il faut diminuer les heures des travailleurs en activité, sans perte de salaire, afin de répartir l'emploi disponible entre toute la main d'œuvre disponible. Cela se traduit par la semaine de 32 heures sans perte de salaire, déjà revendiquée par la FGTB dans son congrès de 1994,¹¹ ainsi que la pension pour tous à 60 ans, avec remplacement obligatoire par un jeune travailleur dans l'emploi ainsi libéré, et le droit à la pré-pension à 55 ans, sans restrictions.

3. La *flexibilisation* du temps de travail assume les formes les plus diverses : des horaires fixés sans aucun respect pour la vie familiale des travailleurs, un temps de travail comptabilisé par mois, voire par année, au lieu de la garantie du temps journalier et hebdomadaire, le travail intérimaire, source de précarité pour de plus en plus de travailleurs et

⁹ Trotsky - Programme de Transition - 1939

¹⁰ Trotsky - Manifeste d'alarme - 1940

¹¹ Cette exigence a aussi été formulée dans le Manifeste du MRS - juin 1997.

cyniquement présenté comme « liberté », ou encore le chantage des heures supplémentaires que les travailleurs sont forcés d'accepter, faute de salaire normal qui permet de boucler le mois ou par peur de perdre l'emploi. Cette flexibilisation est invoquée par les patrons comme une nécessité face aux nouvelles méthodes de production. C'est toutefois une revendication des capitalistes aussi vieille que le capitalisme lui-même : disposer de la force de travail quand ils en ont besoin, et la rejeter dans ce que Marx appelait l'armée de réserve quand les commandes font défaut temporairement ou que les machines ne sont pas disponibles. C'est une façon de détourner sur le dos des travailleurs le poids de l'anarchie de la production capitaliste. Nous exigeons la suppression du travail intérimaire, au profit d'emplois stables. Nous exigeons les « huit heures » qui ont fait l'objet de tant de luttes.¹²

4. Le Contrat de Travail Collectif *« est un des acquis les plus importants. Le développement de la sous-traitance, de l'intérim et des contrats précaires sert à déstabiliser la cohérence de la classe ouvrière, à faire chuter les salaires et exploiter encore plus. Il faut la transformation de tous ces jobs en emplois stables, à durée indéterminée et directement liés à l'entreprise, publique ou privée. Tous les emplois doivent correspondre à la règle fondamentale "à travail égal, salaire égal" et ceci dans le but d'éliminer la discrimination hommes-femmes, jeunes-anciens. Tous les emplois, privés et publics, doivent être accessibles à tous les travailleurs, sans discrimination de sexe, de nationalité, d'âge ».*¹³

5. Nous rejetons la politique du gouvernement de la « chasse aux chômeurs ». *« Il faut rappeler que les chômeurs sont des travailleurs qui ont été exclus de la production de richesses par les patrons et les financiers. Nous constatons ces dernières années que le gouvernement, subordonné au monde patronal, fait de plus en plus de lois qui enlèvent la protection sociale à ces travailleurs. Cela remet fondamentalement en cause le but de la sécurité sociale et aggrave le phénomène de l'exclusion et de la misère. L'allocation de chômage doit garantir un revenu de*

¹² Le projet d'accord interprofessionnel 2005 prévoit de doubler la quantité d'heures supplémentaires admissibles, en fait, de revenir à la semaine de 40 heures, et cela en moyenne!

¹³ Manifeste du MRS - juin 1997

remplacement suffisant pour que le travailleur puisse faire face à ses besoins, en attendant qu'on lui redonne un travail. »¹⁴

6. Nous rejetons toutes les tentatives des capitalistes de rendre les travailleurs coresponsables de la gestion de l'entreprise, que ce soit par le biais des différentes formes de liens entre le salaire et les bénéfices ou de simples tâches « d'organisation de la production » laissées aux soins des syndicats; mais nous exigeons l'ouverture totale de tous les comptes, sans réserve de « secret commercial » ou autres subterfuges. *Le secret commercial, à l'époque actuelle, est un complot constant du capital monopoliste contre la société.*¹⁵

7. Nous défendons les travailleurs qui sont obligés de travailler « au noir » pour pouvoir garantir leur survie et celle de leur famille, mais nous rejetons la pratique des entreprises qui en profitent pour appliquer le dumping salarial et imposer des conditions de travail des plus durs, et cela souvent avec la complicité tacite des autorités. Nous exigeons un **permis de travail pour tous** ainsi que la **syndicalisation de tous les travailleurs sans papiers**, comme premier pas dans l'unité de classe qui seule pourra imposer notre mot d'ordre central dans cette lutte : la **régularisation inconditionnelle de tous les « sans papiers »**.

2.3. Le salaire

1. *La défense du pouvoir d'achat des travailleurs est une condition indispensable dans la lutte pour les droits des travailleurs.*¹⁶ Nous rejetons le chantage des capitalistes, auquel les directions syndicales font souvent écho, qu'il faut diminuer le salaire « pour sauver l'emploi ». L'expérience, surtout celle des dernières années, a démontré amplement que les concessions par les travailleurs, soit sur le salaire, soit sur la durée de travail, n'évitent nullement le chômage et les licenciements. **Pas un euro en moins, pas une heure en plus.**

2. *L'indexation automatique des salaires est un acquis sur lequel les travailleurs n'auraient jamais dû faire une concession.*¹⁷ Nous rejetons les

¹⁴ Manifeste du MRS - juin 1997

¹⁵ Trotsky - Programme de Transition

¹⁶ Manifeste du MRS - juin 1997 - En 2004, le pouvoir d'achat des salariés a baissé de 0,5% selon l'Institut National de Statistiques

¹⁷ Manifeste du MRS - juin 1997

sauts d'index, le faux « index santé » et autres échappatoires. **Retour du pétrole dans l'index.**

3. Nous rejetons la baisse du « coût salarial » octroyée par le gouvernement et le parlement aux patrons, via des exemptions sur le salaire indirect : les cotisations sociales. L'histoire récente montre plus clairement que jamais que ces cadeaux aux patrons ne créent pas d'emploi et sont destinés au capital spéculatif ou au capital fixe des entreprises, précisément pour « épargner » de la main d'œuvre. Il faut que les patrons remboursent toutes ces cotisations qu'ils n'ont pas dû payer.¹⁸

4. Nous rejetons la limitation des hausses salariales aux taux des pays voisins, décrétée par le gouvernement et le parlement sous couvert de la sauvegarde de la compétitivité. Le secrétaire général de la CSC, Claude Rolin, s'y résigne : « *Nous n'avons pas le choix* ». Le président de la FGTB, André Mordant, accepte le handicap : « *Je ne nie pas l'existence d'un déficit de compétitivité* ».¹⁹ Le même argument est employé par les capitalistes néerlandais, allemands et français. Ce n'est qu'une manœuvre de plus du grand capital - comme les « critères de Maastricht » et autres subterfuges - destinée à masquer les vrais responsables de la crise, les capitalistes, derrière des postulats présentés comme absolus et sans bénéficiaire ni responsable. Nous refusons le principe même de cette limitation des hausses salariales et nous devons lutter, avec les travailleurs des autres pays, pour un **salaire minimum européen**.

2.4. Nationalisation de la banque et des grandes entreprises

1. « *Les propriétaires et leurs avocats démontreront l'"impossibilité de réaliser" ces revendications. Les capitalistes de moindre taille, surtout ceux qui marchent à la ruine, invoqueront, en outre, leur livre de comptes. Les ouvriers rejeteront catégoriquement ces arguments et ces références. Il ne s'agit pas du heurt "normal" d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la déchéance, de la démoralisation et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et*

¹⁸ Le projet d'accord interprofessionnel 2005 prévoit un cadeau de 252 millions d'euros aux patrons, sous forme d'une ristourne aux impôts dus par les entreprises.

¹⁹ Le Soir, 7/12/2005

*progressiste et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport de force, qui ne peut être résolue que par la lutte. ».*²⁰

2. Nous exigeons la nationalisation des banques qui contrôlent l'économie du pays, s'enrichissent par l'absorption d'institutions de l'Etat (CGER, Crédit Communal, Banque de la Poste) et se font payer grassement, entre autres par les intérêts de la dette intérieure. Les ressources de Fortis, Dexia, KBC et autres ING seraient amplement suffisantes pour réaliser les exigences de salaire et d'emploi des travailleurs. D'autre part, les petits commerçants sont soumis à l'usure des intérêts imposés. Il faut nationaliser le crédit afin de répondre à ces besoins.

3. La « taxe Tobin », préconisée y compris par un secteur de la bourgeoisie, n'est pas une solution, étant donné que l'intérêt ainsi prélevé serait, de toute façon, géré par les mêmes capitalistes. Tobin lui-même soutient d'ailleurs « *le libre-échange, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC)* ». ²¹

4. Nous exigeons la nationalisation sans indemnisation des grandes entreprises installées en Belgique. Elles sont capables de faire « des bénéfices » mais incapables de résoudre les vrais problèmes des gens. Non à la privatisation des entreprises de l'Etat (FN-Herstal, etc.) et des services publics : Belgacom, SNCB, Poste, TEC, STIB, De Lijn, la santé, l'enseignement. Nationalisation des entreprises déjà privatisées.

2.5. Pour une planification économique au service des travailleurs

1. Même les entreprises où l'Etat est actionnaire principal sont gérées comme une entreprise capitaliste quelconque, avec des salaires mirobolants pour les « directeurs ». Nous refusons la privatisation et nous exigeons la nationalisation de toutes ces entreprises *sous contrôle ouvrier*

²⁰ Trotsky - Programme de Transition

²¹ *Le Monde*, 8 septembre 2001

2. Les mesures que nous venons de citer doivent faire l'objet d'un plan économique des travailleurs, soutenu par la lutte organisée par les syndicats qui doivent abandonner la politique du « possible capitaliste », c'est-à-dire, la politique de ne demander que ce que ces messieurs les capitalistes veulent bien donner.

Il n'y a d'autre façon de défendre les intérêts des travailleurs, que de mettre la main dans les poches des banquiers et des grands capitalistes. Au lieu des pieux discours du Premier Mai, il faut un vrai plan d'action anticapitaliste.

2.6. Frontières ouvertes pour les travailleurs, pas pour les capitalistes

1. Les capitalistes - en même temps qu'ils se livrent à des batailles stériles entre eux pour les « parts de marché » et la mainmise sur le tiers monde, chacun s'appuyant sur son propre Etat national - revendiquent la liberté absolue de déplacer leurs capitaux où bon leur semble, en particulier vers les pays qu'ils sont en train de recoloniser.

2. Nous ne défendons nullement les frontières nationales des capitalistes. *Vers la fin du 19ème siècle, l'Etat bourgeois avec ses armées et ses barrières douanières est devenu le plus grand frein au développement des forces productives qui exigent une arène plus vaste. Un socialiste qui se prononce aujourd'hui pour la défense de la « patrie » joue le même rôle réactionnaire que les paysans de Vendée qui se précipitèrent à la défense du régime féodal, c'est à dire de leurs propres chaînes. [...] Il s'agit d'Etats bourgeois surannés qui doivent céder la place à la fédération socialiste des peuples.*²²

3. Cependant, nous ne pouvons accepter la fermeture d'entreprises, avec délocalisation de la production, par simple souci d'augmenter encore les bénéfices d'une multinationale. Nous exigeons qu'une entreprise qui restructure ou ferme, garantisse d'abord à chaque travailleur un emploi équivalent, avec le même salaire, les mêmes bénéfices de convention et sans perte d'ancienneté, et restitue tous les subsides et aides reçues de l'Etat, faute de quoi l'entreprise sera expropriée et nationalisée, et mise

²² Trotsky - Manifeste d'alarme - 1940

sous le contrôle de ses travailleurs.²³ Nous n'acceptons pas non plus l'insolvabilité d'une entreprise qui fait partie d'un trust ou autre entité financière solvable.

4. Nous défendons par contre la liberté pour tous les travailleurs, des quatre coins de la planète, de s'installer et de travailler où ils le souhaitent. Le maintien de travailleurs dans l'illégalité est un recours du capitalisme pour diviser notre classe et pour baisser les « coûts salariaux ». Nous rejetons toutes les lois de discrimination selon le lieu de naissance, ainsi que toute répression contre les « sans papiers ». Nous revendiquons la régularisation inconditionnelle de tous les « sans papiers ».

5. D'autre part, tout travailleur en activité en Belgique, de quelque nationalité qu'il soit, doit bénéficier de tous les droits politiques, sociaux et du travail, en vigueur dans le pays. En particulier, aucune commune ne peut refuser d'inscrire un habitant dans ses registres.

2.7. Les acquis sociaux

1. Nous exigeons des soins de santé de qualité gratuits pour tous, belges ou étrangers, avec ou sans papiers, avec ou sans emploi. *Par les connaissances acquises, les moyens technologiques, le nombre de médecins et le nombre d'hôpitaux, tout cela entièrement financés par les travailleurs, il est inadmissible que des gens ne puissent pas accéder aux soins de santé sans contraintes ou en être complètement exclus. Cela est une autre démonstration que les intérêts du monde financier et patronal sont en contradiction avec ceux des travailleurs. Il faut que chaque personne ait droit à tous les soins de santé nécessaires, que toutes les techniques médicales soient accessibles à tous. La médecine doit devenir un instrument au service du peuple.*²⁴

2. Nous rejetons catégoriquement toutes les tentatives de séparation de la Sécurité Sociale selon les régions. Ce n'est qu'une manœuvre de plus pour diviser notre classe et saper la solidarité entre travailleurs.

²³ Une exigence dans ce sens est formulée dans un projet de loi, introduit par Vincent Decroly, alors député indépendant après sa rupture avec le parti écologiste.

²⁴ Manifeste du MRS - juin 1997. Pour certains CPAS à Bruxelles, une personne sans papiers doit présenter un certificat d'un médecin attestant qu'il est malade, pour pouvoir se présenter à une consultation médicale ! (Le Soir 14/07/2004-p.3)

3. Nous exigeons la mise à disposition gratuite de crèches de qualité pour tous les enfants n'ayant pas encore l'âge scolaire. Nous exigeons un enseignement de qualité pour tous, ayant le temps, l'encadrement et les moyens nécessaires, entièrement garanti et pris en charge par l'Etat, sans interférence confessionnelle ni pouvoir organisateur privé.

4. Nous revendiquons le droit à un logement digne et abordable, avec un loyer qui ne dépasse pas le quart du revenu de la famille.²⁵ Une politique de mise en valeur des bâtiments inoccupés et de construction de logements sociaux servirait d'ailleurs à résorber une partie du chômage.

5. Les **services publics** sont devenus des « Services d'Intérêt Economique Général » dans la nouvelle Constitution Européenne, régis par les lois du marché, c'est-à-dire les lois du profit des multinationales. Ils devraient donc « s'ouvrir à la concurrence » et être privatisés. Nous rejetons cette régression sociale. Nous défendons des services publics de qualité, financés et gérés par l'Etat en fonction du bien-être des utilisateurs et des travailleurs et accessibles à tous, que ce soit dans le secteur de la mobilité, des communications, de l'énergie, de l'enseignement ou de la santé. Non à la privatisation ; nationalisation des services déjà privatisés.

6. Les **pensions** aussi sont menacées par la vague de privatisation. Nous rejetons le concept même, que les pensions soient réduites à une branche de l'activité du secteur financier qui y place l'argent « épargné » par les travailleurs. La pension est un droit pour tout travailleur et les ressources, auxquelles ont contribué et continuent à contribuer les travailleurs en activité, doivent être gérées par l'Etat, assurant ainsi une vieillesse digne pour tous, sans défaillance et sans manipulation des grands groupes financiers.

7. La bourgeoisie et la bureaucratie qui la sert invoqueront l'impossibilité du maintien et de l'amélioration des acquis sociaux par manque de moyens. Aujourd'hui, un tiers du budget annuel de l'Etat est consacré au remboursement (avec intérêts) de la dette intérieure auprès des banques et ce, sans aucune discussion. Nous exigeons l'annulation de cette dette, ce qui suffirait amplement à financer les revendications avancées ci-dessus.

²⁵ C'est le critère pour les logements sociaux.

2.8. Pour une organisation syndicale démocratique

1. Les organisations syndicales sont une conquête des travailleurs.

2. Elles doivent rester complètement indépendantes des directions d'entreprise. Nous rejetons tout contrôle sur leur activité ainsi que toute subvention, de la part des patrons, que ce soit par des rémunérations de délégués ou de permanents, ou par tout autre avantage en nature, qui ne se pratiquent jamais de façon désintéressée. De plus, les permanents ne peuvent pas avoir un salaire supérieur à celui de leurs camarades au travail.

Nous défendons l'élection directe des permanents par la base, une activité totalement transparente de tous les représentants vis-à-vis de leur base et une révocabilité de ceux-ci à tout moment.

3. Nous défendons les libertés syndicales, acquises par des années de lutte de notre classe. Le droit de grève est inaliénable et ne peut être entravé par des astreintes ou autres pénalités imposées aux travailleurs qui installent des piquets.

4. La défense des travailleurs, et en particulier des militants et dirigeants syndicaux, contre les mesures de rétorsion du patronat quand ils défendent l'emploi et les salaires, doit figurer en premier lieu des préoccupations et des engagements concrets de nos instances syndicales. L'entrave à la liberté syndicale de la part des patrons doit être poursuivie sur le plan pénal, ne pouvant être blanchie par une simple amende, souvent sans incidence réelle dans le budget de l'entreprise. Malheureusement, les instances syndicales elles-mêmes contribuent souvent à l'exclusion de délégués, et ouvrent ainsi la porte à des mesures d'exclusion de la part du patronat. Seuls les travailleurs, qui les ont élus, peuvent retirer par des procédés démocratiques la représentation à leurs délégués.

2.9. Les libertés démocratiques.

1. Nous rejetons toute discrimination selon la race, le sexe, la langue, la religion ou le lieu de naissance, que ce soit dans le droit de séjour et de travail, l'embauche ou le logement, etc.

Nous exigeons le respect pour les préférences sexuelles de toute personne et nous condamnons en particulier la discrimination des

homosexuels, que ce soit au niveau de la cohabitation ou de l'accès à un emploi, à l'enseignement ou au logement.

Nous défendons la liberté de religion pour toute personne, y compris la manifestation par des signes extérieurs comme le foulard.

Tout en reconnaissant le caractère hautement progressiste de la lutte d'émancipation linguistique contre la domination de l'élite francophone pendant de longues années en Flandre, nous dénonçons l'utilisation actuelle de ce prétexte pour refuser des droits selon les connaissances linguistiques. L'administration doit s'adapter aux connaissances linguistiques des travailleurs, et non l'inverse.

2. Soucieux d'appliquer des mesures contre les « illégaux », les instances gouvernementales n'hésitent pas à bafouer les libertés démocratiques les plus élémentaires, avec des mesures et des arrestations arbitraires de la part de l'Office des étrangers, un comportement tellement scandaleux qu'il a été condamné par l'ONU.²⁶ Cette insolence va jusqu'à mettre des gens, y compris des enfants, en prison (des « centres fermés »), pour la simple raison de n'être pas nés au bon endroit. Sous prétexte de persécuter les marchands de sommeil, des familles victimes de ce commerce infâme sont arrêtées, les maffieux restant en liberté. Nous soutenons inconditionnellement ces victimes « illégales » contre toute répression. **Non aux rafles. Suppression des centres fermés. Arrêt des expulsions.**

3. Sous prétexte du combat contre le trafic de la drogue, l'arbitraire policier est justifié ou reste impuni. Les drogues sont devenues une « rame de la production » indispensable au capitalisme, dépassant de loin toutes les autres en « rentabilité », une rentabilité basée sur l'illégalité du commerce qui soumet les échelons les plus bas de la chaîne de distribution aux persécutions policières et qui permet des bénéfices plantureux et le blanchissement de l'argent aux entités financières de haut niveau impliquées. Cette illégalité favorise la dénaturation, source de pas mal d'accidents, souvent mortels, et incite à la criminalité pour obtenir le produit, chez les victimes de l'addiction. La lutte contre le fléau de la drogue ne passe pas par la répression de la consommation, mais par l'élimination des causes de la marginalisation et du chômage dans les quartiers pauvres. Nous exigeons la légalisation de la consommation de la

²⁶ Le Soir 14/07/2004

drogue, la prise en charge complète par la sécurité sociale des centres de réhabilitation, et le contrôle de la vente au niveau des grands distributeurs.

4. Des mesures comme la parité sur les listes électorales ou autres réglementations similaires ne résolvent pas le problème de l'oppression de la femme dans notre société, elles ne le font qu'apparaître plus clairement. L'oppression de la femme n'exclue pas qu'il y ait aussi des femmes parmi les exploités. La réelle discrimination se situe au niveau de l'embauche²⁷ et du manque de dispositions élémentaires pour socialiser les tâches de l'éducation des enfants, ainsi qu'au niveau des limitations imposées à la femme au droit de disposer de son corps.

Nous défendons le salaire égal pour un travail égal, les congés de maternité sans perte de salaire, l'interruption de carrière pour l'éducation des enfants avec rémunération de remplacement et sans incidence négative sur la pension, des garderies gratuites sur le lieu de travail.

Nous défendons l'accès libre et gratuit, intégré dans les prestations de la mutualité, à la contraception et l'avortement.

Nous dénonçons la prostitution comme un des fléaux du capitalisme. Comme le dit déjà le Manifeste communiste: « *Il est évident qu'avec l'abolition des relations de production actuelles, la communauté des femmes qui s'en déduit, c'est à dire la prostitution officielle et non-officielle, disparaîtra.* »

Nous refusons toutefois de culpabiliser les victimes de ce « *crime contre les relations de camaraderie et de solidarité* »²⁸

Nous condamnons fermement toute exploitation sexuelle et nous dénonçons les complaisances des pouvoirs publics face à la traite des femmes. Nous rejetons la légalisation de l'exploitation de la prostitution, exploitation qui n'est autre chose que la vente de l'usage du corps d'une personne comme s'il s'agissait d'un « service » commercial quelconque dont on discute tout au plus le taux de TVA d'application.

D'autre part, nous soutenons les prostituées dans leur lutte pour des exigences élémentaires telles que refuser un client, avoir des conditions sanitaires et une attention médicale adéquate, et surtout, le droit de

²⁷ En Belgique une femme gagne en moyenne 10 % de moins qu'un homme pour la même qualification. La Belgique occupe la 20ème place sur l'échelle mondiale de l'inégalité entre les sexes face au marché du travail, derrière le Portugal.

²⁸ Le département féminin du Parti bolchevik de Lénine et Trotsky après la Révolution d'octobre, le Zhenotel, décrivait ainsi la prostitution, mais s'opposait à toute criminalisation.

s'organiser **en toute légalité** pour défendre leurs droits et leur dignité, y compris dans les structures syndicales des travailleurs. Nous rejetons catégoriquement toute criminalisation des prostituées, une exigence élémentaire d'ailleurs pour combattre toute tentative de reléguer leur activité à la clandestinité et donc aux pires traitements de la part des proxénètes.

2.10. La défense de l'environnement

1. Nous défendons une utilisation responsable, écologique, des ressources de la nature. Nous rejetons l'entière responsabilité de l'usage anarchique de l'environnement sur le dos de la production capitaliste, qui subordonne la conservation de la nature à ses intérêts de profit.

2. Si des problèmes clairement identifiés comme le réchauffement de la planète ou l'épuisement des ressources énergétiques ne trouvent pas de solution, ce n'est pas par manque de possibilités technologiques mais par manque de consensus pour y faire face, ce manque étant dû à la compétition effrénée pour préserver le taux de bénéfice des multinationales plutôt que les ressources de la nature.

3. La solution aux problèmes écologiques ne viendra pas des conférences comme celle de Kyoto ou par des quotas de pollution qui mènent les pays industrialisés à acheter le « droit » de polluer la planète au détriment des pays les plus pauvres. Tout comme pour les autres problèmes de l'humanité, la solution ne viendra que par la lutte des travailleurs contre l'exploitation, dont le mépris pour la préservation du climat n'est qu'une facette.

2.11. Aucune confiance dans les gouvernements de la bourgeoisie

1. *La compréhension des superstructures du système capitaliste est très importante pour chaque militant syndical pour qu'il ne se trompe pas dans ses objectifs.*²⁹

2. L'Etat belge, le gouvernement fédéral, son régime parlementaire avec un sénat anachronique, une royauté sans aucune représentativité démocratique, les gouvernements et les parlements régionaux, ainsi que les instances communales, sont des instruments au service de la bourgeoisie. Même ainsi, nous revendiquons le droit des travailleurs d'élire leurs

²⁹ Manifeste du MRS - juin 1997

représentants dans les parlements et les instances communales correspondantes, afin d'accéder à une tribune ouverte à la population, et sans permettre que ces représentants y obtiennent des avantages personnels.

« Le parlement est un produit du développement historique, que nous ne pouvons éliminer tant que nous ne sommes pas suffisamment forts pour dissoudre cette institution bourgeoise. Ce n'est qu'en en faisant partie que l'on peut, partant des conditions historiques données, lutter contre la société bourgeoise et le parlementarisme. Le moyen dont la bourgeoisie se sert dans la lutte doit être aussi utilisé par le prolétariat, dans des buts tout autres évidemment. »³⁰

3. Nous rejetons toutefois catégoriquement, dans la tradition de Marx, Lénine et Trotsky à ce sujet, une quelconque participation des représentants des travailleurs à un gouvernement de la bourgeoisie, que ce soit au niveau fédéral, régional ou communal. Vandevelde, le dirigeant du Parti « Ouvrier » Belge et de l'Internationale « socialiste », a inauguré en 1916, en pleine guerre, cette odieuse politique de gouvernement de collaboration de classes. Le Parti « Communiste » a participé au gouvernement Van Acker (un « socialiste ») dans les années après la seconde guerre, afin de remettre l'économie capitaliste sur les rails. Aujourd'hui, on considère malheureusement comme « normal » que Di Rupo et autres « socialistes » fassent partie du gouvernement de la bourgeoisie. Et qui plus est, une partie importante de la gauche belge soi-disant radicale soutient une telle pratique dans d'autres pays de l'Europe, comme c'est le cas avec Rifondazione Comunista dans le gouvernement Prodi en Italie, Izquierda Unida dans le gouvernement Zapatero en Espagne ou le Mandelisme et le PCdoB dans le gouvernement Lula au Brésil. C'est la politique du **Front populaire** qui a démontré si cruellement ses ravages dans la révolution espagnole, et que nous rejetons de toutes nos forces.

4. La politique de collaboration de classes se manifeste actuellement en Belgique de façon spécialement odieuse dans la collaboration des hautes instances syndicales avec la bourgeoisie. Les travailleurs de Splintex se rappellent du « Comité d'alerte », mis en place par le « socialiste » Di

³⁰ V.Lénine, *Discours sur le parlementarisme au deuxième congrès de l'Internationale Communiste*, 02/08/1920

Rupo et la Région wallonne, et composé des représentants des patrons, des structures syndicales et du gouvernement dans le but affiché de « débloquer la situation » en cas de lutte.

Elle se manifeste aussi dans l'idéologie du « *relais politique* », selon laquelle une lutte ne peut être gagnée que si elle dispose de « quelqu'un » dans les instances gouvernementales ou parlementaires pour la défendre et selon laquelle on adresse des éloges aux parlementaires des partis bourgeois pour leurs « interventions » aussi stériles que fallacieuses. C'est le cas, par exemple, dans la promotion de la « loi UDEP » pour la régularisation de *certain*s sans-papiers, au détriment de la mobilisation directe pour la régularisation de *tous* les sans papiers.

D'autre part, nous voyons que beaucoup de syndicalistes finissent par « faire carrière » dans les partis politiques de la bourgeoisie.

Nous opposons à cela l'organisation démocratique des travailleurs, qui se manifeste, par exemple, dans des « comités de grève », « comités d'usine » ou autres instances qui se constituent en cas de conflit. Nous opposons au « lobbying » parlementaire la mobilisation dans la rue et dans les entreprises.

5. Les « forces de l'ordre » (l'armée et la police) sont l'instrument privilégié de la domination de classe. Dans le pays, elles interviennent pour réprimer les mobilisations des travailleurs, contre des piquets de grève, pour défendre les revendications patronales dans les conflits sociaux. Sur la scène internationale, l'armée belge intervient pour servir les intérêts impérialistes, que ce soit sous le couvert fallacieux de « l'aide humanitaire », pour participer directement à des guerres et à la répression dans d'autres pays ou pour « former les cadres » de l'armée dans l'ancienne colonie et y maintenir de cette façon un contrôle sur les intérêts des capitalistes belges.

Tout comme est impossible la réforme de la nature de l'Etat, l'armée et la police non plus ne peuvent être réformées pour être au service de notre classe. Nous ne sommes pas pacifistes et nous ne soutenons nullement les illusions antimilitaristes dans le mouvement de masses, que nous dénonçons comme une utopie réactionnaire. Il n'est pas anodin que, du fait de la professionnalisation de l'armée et de la police, le peuple soit empêché de se familiariser avec le maniement des armes. L'intérêt historique de notre classe est la destruction de l'Etat bourgeois et de ses « forces de l'ordre » afin d'implanter un Etat Ouvrier, avec une autre armée, la défense populaire armée, les milices ouvrières et populaires qui

défendent cet Etat Ouvrier, ce qui est possible seulement au moyen d'un processus révolutionnaire, inévitablement violent, dirigé par la classe ouvrière en alliance avec les autres classes populaires.

6. Entre-temps, nous exigeons des droits démocratiques et politiques pour les soldats et policiers, ainsi que le droit de refuser des ordres qui vont à l'encontre des droits de l'homme, où que ce soit.

7. Nous défendons la rupture complète entre l'Eglise et l'Etat. Respectueux du culte et de la religion de tous, un respect que d'ailleurs l'Etat doit garantir sans discrimination, nous rejetons toutefois un quelconque financement de cette activité par le trésor public. En particulier, le « pouvoir organisateur » de l'enseignement doit être assumé exclusivement par l'Etat, sans privilège pour une orientation religieuse quelconque.

2.12. Le gouvernement ouvrier

1. La révolution en Europe et en Belgique ne peut être que *socialiste*. Nous combattons pour le pouvoir ouvrier, pour que la classe ouvrière construise son propre Etat, un gouvernement ouvrier et populaire. C'est une chimère de soutenir qu'un « autre » monde est possible, qui ne soit pas socialiste. Nous sommes d'accord avec Lénine quand il dit « *En dehors du pouvoir, tout est illusion* » et avec Trotsky quand il affirme: « *Notre programme se résume en trois mots : dictature du prolétariat* ».

2. Même si la prise du pouvoir de la classe ouvrière n'est pas à l'ordre du jour immédiat en Belgique, la lutte pour cette revendication historique de notre classe implique d'ores et déjà un combat sans relâche contre la haute bureaucratie syndicale et pour un régime de démocratie ouvrière dans les organisations des travailleurs. En ce sens, la question du pouvoir est déjà actuelle.

3. Le rêve capitaliste d'une réelle unification politique de l'Europe, auquel aspiraient en vain Napoléon et Hitler, n'est qu'une chimère que l'anarchie capitaliste et la concurrence entre intérêts opposés rendent irréalisable. Tout au plus, les puissances traditionnelles de l'Europe - le noyau dur - parviendront-elles à incorporer quelques pays dans leur giron d'exploitation de main d'œuvre bon marché. La bourgeoisie fait surtout

valoir cette idée pour imposer des sacrifices aux travailleurs : « l'Europe veut que... ».

Nous disons aujourd'hui, comme Trotsky en 1929 : « *pour unifier l'Europe, il est nécessaire avant tout d'arracher le pouvoir de vos mains. Nous ferons l'unification de l'Europe, nous l'unifierons contre le monde capitaliste hostile. Nous la transformerons en une puissante base de soutien au socialisme combatif. Nous la convertirons en une pierre de touche de la fédération socialiste mondiale* ». L'union de l'Europe ne sera possible qu'avec le mot d'ordre des Etats-Unis Socialistes d'Europe.³¹ Nous disons : Non à la Constitution européenne du capital. *A la maison de fous de l'Europe capitaliste il faut opposer le programme des Etats-Unis socialistes d'Europe comme étape sur la route vers les Etats-Unis socialistes du monde.*³²

2.13. L'impérialisme belge

1. La bourgeoisie belge, étroitement liée à ses voisins de par sa dépendance économique, essaye d'être toujours l'élève exemplaire dans le macabre jeu stratégique de la domination impérialiste sur les peuples. Ce n'est pas un hasard si elle héberge le quartier général de l'OTAN. Les troupes belges participent à l'effort de guerre en Afghanistan, à côté des envahisseurs de l'Irak. Elles participent à la « pacification » dans les Balkans, donnant ainsi l'aval aux guerres qui ont détruit ces pays il y a quelques années. Elle envoie des troupes au Liban, au secours de l'Etat sioniste qui y avait été chassé par la lutte du peuple libanais.

Nous disons: les troupes belges hors de l'Afghanistan, du Liban et des Balkans. Nous reprenons une vieille revendication scandée dans les rues dans les années septante: l'OTAN hors de la Belgique - la Belgique hors de l'OTAN.

2. Plus spécifiquement, la bourgeoisie belge a accumulé un « savoir-faire » pendant de longues années de colonisation sanglante au cœur de l'Afrique. Les troupes belges y sont actuellement présentes afin de moduler l'armée de la République Démocratique du Congo aux intérêts d'Umicore et autres entreprises qui y pillent les ressources. Nous dénonçons cette intervention néo-coloniale sous le couvert de la politique dite de « transition démocratique », comme moyen de s'assurer un climat social

³¹ 8^{ème} Congrès de la LIT-QI, juillet 2005 - Thèses sur la situation mondiale, point 38

³² Trotsky - Manifeste d'alarme - 1940

propice à ce pillage, et nous exigeons le retrait de toutes les troupes étrangères de la RDC.

3. Pendant un siècle, la bourgeoisie belge a accumulé d'immenses richesses grâce à la sueur et au sang de la population congolaise. Nous exigeons l'expropriation sans indemnisation de tous ces biens de rapine et le dédommagement du peuple congolais pour des années d'esclavage et de pillage.

2.14. L'internationalisme prolétarien

1. Beaucoup de secteurs intellectuels et de gauche misent sur la possibilité que l'Europe soit un modèle « social » et « démocratique » qui serait opposé au modèle néo-libéral et guerrier des Etats-Unis. La crise du capitalisme fait que les fissures entre les deux blocs (et aussi à l'intérieur de l'UE) tendent à augmenter, mais cela ne signifie pas la possibilité que l'Europe soit une alternative face aux Etats-Unis. L'Europe continuera à jouer un rôle secondaire, en acceptant la suprématie des Etats-Unis, et surtout, les bourgeoisies des deux blocs resteront profondément unies dans l'alliance contre-révolutionnaire pour arrêter le processus révolutionnaire mondial en cours. Même la timide opposition à l'envahissement de l'Irak par les troupes américaines, de la part de la Belgique, de l'Allemagne et de la France, s'est vite évanouie face à la nécessité de faire face à l'élan révolutionnaire de ce peuple.

De toute façon, comme Lénine et les révolutionnaires refusaient lors de la première guerre mondiale de défendre dans chaque pays la bourgeoisie contre celle de l'autre pays, nous refusons catégoriquement de défendre « notre » impérialisme (européen) contre « l'autre » (américain). Aujourd'hui, comme au temps du Manifeste Communiste, *les travailleurs n'ont pas de patrie*.

2. D'autre part, la Constitution européenne vise à renforcer encore sur le plan juridique, et de façon inamovible, les « droits » du capital contre les travailleurs. Elle impose, de façon nullement démocratique, une « économie de marché ouverte et de libre concurrence », où le droit à un emploi est remplacé par le « droit de travailler » pour une partie des travailleurs (les « sans papiers » étant exclus et sans aucun « droit » constitutionnel), où les services publics deviennent des « services d'intérêt économique général », où toute référence aux peuples de l'Europe est bannie à jamais et où la politique extérieure est dictée par l'OTAN.

La « Clause de Solidarité » de la Constitution est spécialement menaçante puisqu'elle établit que l'Union mobilisera tous les instruments dont elle dispose, « y compris les instruments militaires », pour « *prévenir le risque de terrorisme et protéger les institutions démocratiques* ».

3. L'ONU est l'instance suprême instaurée à la fin de la seconde guerre mondiale par les vainqueurs, y compris le gouvernement de Staline, pour organiser la domination des peuples, remédiant ainsi aux « faiblesses » de son prédécesseur, la Ligue des Nations, qui pour Lénine n'était déjà qu'un repaire de brigands. Cette instance n'est qu'un instrument de l'impérialisme pour essayer de cacher sa domination sous une façade légale, qui d'ailleurs n'est même pas respectée dans beaucoup de cas, comme dans l'agression sioniste contre le peuple palestinien. Elle n'est qu'un obstacle de plus et une illusion pour la lutte des travailleurs et des peuples.

Nous rejetons toutes les interventions de Casque Bleus ou d'autres formations de l'ONU, sous quelque prétexte que ce soit. Le souci « d'aide humanitaire » ou « d'éviter le chaos » n'est qu'une excuse pour préserver les intérêts impérialistes et de colonisation.

4. D'autres organismes internationaux ou régionaux sont aussi des instruments de domination, comme l'Organisation Mondiale du Commerce, où la loi du plus fort est la règle, ou la ZLEA en Amérique Latine et le ASEAN en Asie, répudiés à juste titre par de grandes mobilisations de masses.

5. Face à la solidarité inter-impérialiste en dernière instance, dans les grands conflits comme en Irak ou en Palestine, nous choisissons résolument le côté des peuples opprimés. Nous soutenons inconditionnellement leur lutte de libération nationale, sans que cela implique nécessairement un soutien politique à leurs dirigeants. Le droit à l'autodétermination des peuples, une bannière du parti de Lénine depuis sa naissance et de la Troisième Internationale avant sa dégénérescence stalinienne, est pour nous un principe.

Nous rejetons en particulier la main-mise sioniste sur le peuple palestinien et ses terres et la création même de l'Etat sioniste après la guerre, par les grandes puissances de l'époque, y compris le gouvernement du Kremlin. Pour un Etat palestinien unique, laïque, démocratique et non raciste, comme le revendiquait l'OLP lors de sa fondation. Le

gouvernement belge doit rompre sans délai toutes les relations diplomatiques, commerciales et militaires avec l'Etat sioniste.³³

6. Ces dernières années, les peuples d'Amérique Latine ont mené de grandes luttes ainsi que des révolutions renversant des gouvernements dans différents pays. Entre-temps, une soi-disant « gauche » proclame haut et fort son soutien à certains gouvernements bourgeois, au point d'y participer avec des ministres, et relaye sans scrupules les efforts de l'impérialisme de dévier les luttes dans la rue vers le terrain électoral. Nous sommes solidaires avec ces luttes et nous dénonçons implacablement toutes les manœuvres réformistes, vouées à l'échec, comme l'a démontré l'histoire récente même de la lutte dans ces pays.

La Ligue Internationale des Travailleurs a défendu, dès sa constitution, la glorieuse Révolution cubaine, sans toutefois donner un aval, moins encore un chèque en blanc, à sa direction bureaucratique. Aujourd'hui, nous dénonçons cette même direction qui freine la révolution latino-américaine. Elle est restée longtemps fidèle au mot d'ordre stalinien du Socialisme dans un seul pays. Actuellement, elle ne garde le socialisme que pour les discours, ayant finalement accueilli à son tour la restauration du capitalisme à l'intérieur de ses frontières.

Nous dénonçons les attaques de l'impérialisme contre le peuple vénézuélien et nous soutenons la lutte anti-coloniale, mais nous ne nous faisons aucune illusion quant à la capacité (et volonté) de Chavez de diriger cette lutte avec toutes ses conséquences. Alors que pour Chavez, *la thèse du Che n'était pas viable à l'époque [...] l'histoire, ou plutôt la réalité, nous a prouvé que cette thèse d'un, de deux, de trois anciens Vietnam en Amérique Latine ne tenait pas la route non plus au Venezuela,*³⁴ pour nous, la solidarité des peuples d'Amérique est plus que jamais nécessaire pour faire triompher les luttes, sans faire confiance au « dirigeants » comme Lula, Kirchner, Tabaré Vasquez ou Evo Morales qui, une fois au gouvernement, défendent les intérêts impérialistes.

³³ La Belgique participe dans des opérations militaires conjointes avec ce pays dans le cadre de l'OTAN (Spring Flag 06-Volcanex 2006). Elle est, après les Etats-Unis, le second partenaire commercial d'Israël. Cela est dû au poids de l'industrie diamantaire dans l'économie israélienne et le rôle particulier du port d'Anvers dans le marché mondial de diamants. En 2004, la part des diamants dans les exportations belges vers Israël est de 85,5%, pour un montant de 44 millions de dollars.

³⁴ Hugo Chavez, discours au Forum Social Mondial de Porto Alegre, janvier 2005

7. Il y a longtemps que le pieux discours de la Charte de l'ONU, de non-ingérence dans d'autres pays, a été balayé par la pratique incessante de la défense sur toute la planète des intérêts impérialistes. La détention d'armes de destruction massive est revendiquée pour les grandes puissances uniquement, et tolérée chez les amis fidèles comme l'Etat sioniste d'Israël. Le combat contre le « trafic de drogue » ou la « lutte contre le terrorisme » sont invoqués unilatéralement pour justifier les interventions armées de l'impérialisme, partout sur la planète.

Nous condamnons non seulement toute intervention directe de l'impérialisme dans n'importe quel pays, mais aussi l'ingérence plus sournoise par des politiques de corruption et de déstabilisation des régimes qui ne lui obéissent pas au doigt et à l'œil.

8. Par contre, nous revendiquons l'intervention des travailleurs partout dans le monde, en solidarité avec les peuples opprimés, y compris par les aides directes comme les brigades internationales dans la lutte contre le régime de Franco en Espagne, les programmes de soutien des trotskistes belges à la guerre de libération du peuple algérien ou les brigades bolivariennes qui ont soutenu, les armes à la main, la lutte contre Somoza au Nicaragua.

Avec Marx nous répétons que les travailleurs n'ont pas de patrie et nous proclamons haut et fort, comme il y a plus d'un siècle et demi : **Prolétaires du monde entier, unissez-vous.**

2.15. Construire le parti révolutionnaire

1. Un parti est essentiellement un outil pour mettre en pratique un programme.

Le concept de parti a évolué au cours de l'histoire. L'essor des grands courants des partis ouvriers de la social-démocratie au 19^{ème} siècle répondait aux besoins de notre classe dans l'époque réformiste du capitalisme, quand elle pouvait encore obtenir des améliorations à l'intérieur du mode de production capitaliste. Le parti bolchevik de Lénine répondait au besoin d'en finir avec le mode de production capitaliste qui, dans sa phase impérialiste, n'avait plus rien à offrir à l'ensemble de l'humanité, et face auquel, il n'y avait qu'une alternative : que la classe opprimée prenne le pouvoir, dans chaque pays et dans le monde entier. Le parti stalinien s'est développé pour assurer les privilèges d'une caste bureaucratique, avec comme corollaire essentiel le développement du « socialisme dans un seul pays ».

Le situation historique de notre classe, dominée par le capitalisme dans sa phase impérialiste, n'ayant pas changé essentiellement depuis Lénine, le programme pour notre classe reste aussi essentiellement le même : prendre le pouvoir. Pour y arriver, le problème majeur est la direction des luttes. Il faut reconstruire le parti bolchevik, dans chaque pays et internationalement. C'est le but de la construction de la IV Internationale.

*2. Notre programme découle de la compréhension de l'époque dans laquelle nous vivons. Il n'existe aucune possibilité d'améliorer le niveau de vie des masses à l'échelle mondiale sans en finir avec le capitalisme dans sa phase impérialiste actuelle, ce que nous ne pourrons atteindre que par une révolution socialiste internationale. C'est la grande ligne de partage des eaux au sein de la gauche. Nous nous opposons radicalement à l'idée que, sans faire la révolution socialiste, « un autre monde est possible ». La Bolivie, l'Argentine et l'Equateur nous montrent que **la lutte pour le pouvoir n'est pas une utopie**. L'utopie consiste à vouloir construire un monde meilleur sans prendre le pouvoir.³⁵*

Le présent programme est le fruit d'une élaboration collective des membres de la LIT-QI en Belgique. Nous sommes conscients qu'il a des lacunes, qu'il devra être mis à jour constamment, mais **l'essentiel est là, la lutte de notre classe pour le pouvoir**.

D'autre part, actualiser constamment le programme, selon l'évolution de la lutte des classes et les besoins immédiats et historiques de notre classe, fait partie intégrante de notre tâche de construction du parti.

3. Suite à la restauration capitaliste dans les pays de l'Est et à la propagande contre le socialisme, **la « dictature du prolétariat » est devenue pour beaucoup un gros mot**. Ainsi, tout un secteur de l'« extrême gauche » est arrivé à la conclusion que c'était une utopie de vouloir détrôner le capitalisme, et s'est mis à chercher des voies « alternatives » tant dans leur politique que dans le type d'organisation à construire. C'est le cas du Secrétariat Unifié (dont le POS-SAP est la section belge), qui a alors considéré la « démocratie » comme une valeur absolue. D'autres pensent qu'il faut d'abord réunir les travailleurs dans un parti qui ne pose pas la question du pouvoir « parce que les gens ne

³⁵ VIII Congrès de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (2005) - Un Programme et une Politique pour la situation révolutionnaire. Point 75 - Voir Le Marxisme Vivant n° 12, p. 25

comprennent pas cela ». Il suffirait selon eux que les gens deviennent membres, pour que la direction puisse imposer la « révolution » socialiste, ayant le contrôle sur le parti. C'est le cas du Comité pour une Internationale Ouvrière (dont le MAS-LSP est la section belge). Pour le PTB, la prise du pouvoir n'est pas nécessaire pour aboutir à l'expropriation de la bourgeoisie. Le pouvoir tombera automatiquement dans les mains... du parti. C'est la théorie stalinienne de la compétition avec l'impérialisme, si bien dénoncée par Trotsky dans « La Révolution Trahie ».

4. Il est à la mode actuellement d'insister sur un « autre » programme, une « autre » politique, une « autre » gauche, sans préciser ce « autre ». C'est le fait de laisser cet « autre » sans définition qui devrait permettre d'« unifier » la gauche. Pour établir une unité d'action, il faudrait donc « laisser de côté nos divergences ». Ces partis se targuent d'être « à gauche du PS/SP.a et Ecolo/Agalev », et contre les partis « au parlement actuellement ». En réalité, il s'agit d'une adaptation au parlementarisme parce que leur stratégie est d'y siéger à leur place, toujours évidemment avec une « autre » politique.

5. Ce qui manque à notre classe n'est pas une machine électorale, mais une organisation qui soit avant tout l'expression des luttes et qui oriente les luttes vers la victoire. Notre classe doit avant tout pouvoir s'organiser politiquement, et non seulement pour ses tâches historiques, mais aussi pour ses tâches immédiates. Cette organisation ne peut naître que des luttes. Il s'agit de mobiliser autour des besoins immédiats, pour faire le pont vers les besoins historiques, suivant l'analyse exposée dans le Programme de Transition. Et un besoin immédiat important est justement l'organisation autonome de notre classe, étant données les trahisons constantes de la bureaucratie syndicale.

6. Pour cela, il faut construire, dans notre classe, et à partir de la lutte pour une organisation autonome, un parti révolutionnaire. Il ne sert à rien de le proclamer, il faut organiser ceux qui sont d'accord avec ce programme. C'est le but de la construction de la LIT-QI, seule organisation, actuellement, qui a cela dans son programme. C'est dans la lutte que nous devons convaincre des militants pour ce programme, et donc d'entrer dans notre parti et construire avec nous la LIT-QI en Belgique.

7. *La bataille pour construire des partis révolutionnaires bolcheviques ayant une influence de masse, présuppose une lutte programmatique et politique constante contre les alternatives réformistes et néo-réformistes, afin de leur disputer l'avant-garde pour la gagner au projet révolutionnaire. C'est pourquoi la récupération de la lutte idéologique, au sens que lui donnait Lénine, est essentielle. Un aspect fondamental de cette bataille est la lutte pour la **conception bolchevique** du parti et en faveur d'un régime léniniste, auprès d'une ample avant-garde et **dans nos propres partis**. C'est d'autant plus nécessaire, qu'aujourd'hui très peu de forces défendent la construction d'une direction révolutionnaire, et encore moins le léninisme.* ³⁶

³⁶ VIII Congrès de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (2005) - point 94 - Voir Le Marxisme Vivant, n° 12.